

## «Jungle» de Calais: premiers départs, destination inconnue

PAR CARINE FOUTEAU  
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 24 OCTOBRE 2016



Calais, le 24 octobre 2016. Des cartes de France sont données aux migrants. © Bertrand Gaudillère / Item

Les opérations d'évacuation du plus grand bidonville de France ont commencé à l'aube ce lundi 24 octobre. Alors que le gouvernement cherche à vider totalement le campement, beaucoup de migrants restent indécis sur la proposition qui leur est faite de rejoindre des centres temporaires d'hébergement dans les régions françaises. La destruction des cabanons devrait débuter dès mardi 25 octobre.

**Calais, envoyée spéciale.** – Mohajir, Bashir et Mohamed, ces Soudanais rencontrés il y a une semaine dans un recoin du bidonville de Calais (**lire notre reportage**) iront « *peut-être* » demain... Où ? Au hangar, situé à 500 mètres du camp, là d'où sont partis 45 bus en direction des 80 centres d'accueil et d'orientation (CAO) répartis dans toutes les régions de France, sauf l'Île-de-France et la Corse – déjà surchargée pour l'une, trop chère en transport pour l'autre, selon les autorités. Près de 2 000 personnes, sur 6 000 à 8 000 recensées ces derniers jours, sont ainsi montées ce lundi 24 octobre dans ces bus affrétés par l'État pour vider la « jungle ». Les pouvoirs publics, pour cette opération « *résolument humanitaire* », comme on l'indique dans l'entourage du ministre de l'intérieur, veulent « *aller vite* ». Pour « *créer une dynamique* » : autrement dit, faire en sorte que tout le monde s'en aille en moins d'une semaine.

Mohajir, lui, est malade. Il pense avoir la varicelle, il a de la fièvre, il s'est recroquevillé sous sa tente. Ses compagnons ont l'air frigorifié, ils éternuent et reniflent. Indécis il y a sept jours, ils le sont encore

aujourd'hui. Demander l'asile en France revient pour eux à renoncer définitivement à leur rêve d'Angleterre. « *Demain, il y aura moins de monde* », dit Bashir, philosophe. « *Nous verrons* », ajoute-t-il tout en glanant des informations sur les destinations. « *Vaut-il mieux aller au sud, en Bretagne, à Nantes ?* » « *C'est comment là-bas ?* »



Calais, le 24 octobre 2016. Plusieurs centaines de migrants s'entassent chemin des Dunes pour accéder au hangar dans lequel ils seront orientés vers des centres en France © Bertrand Gaudillère / Item

Craignant qu'il n'y ait pas assez de places pour tout le monde, certains, principalement des Soudanais, se sont présentés dès 6 heures devant le vaste hangar de 3 000 mètres carrés que la préfecture a loué spécialement pour cette opération inédite de « *gestion de foule* », selon l'expression de la préfecture. Tout apparaît en effet démesuré, dans cette zone située à 500 mètres du bidonville : à l'aube, des bouchons rendaient son accès difficile ; des cars de CRS partout (1 250 policiers mobilisés en plus des 2 000 en temps normal) en lien avec la « *cellule de crise* » installée place Beauvau à Paris ; des antennes paraboliques dans tous les chemins ; plus de 700 journalistes du monde entier accrédités ; des « *tours* » organisés pour montrer que cette opération de « *mise à l'abri* » se déroule « *en toute transparence* ». Et surtout des centaines de mètres de barrières métalliques pour filtrer, orienter, réguler, bref contrôler la circulation des migrants.

Le dispositif, géré en grande partie par des militaires de la sécurité civile, est des plus sommaires. Les grilles ont ouvert à 8 heures : une demi-heure plus tard, le premier bus partait, direction la Bourgogne, avec deux arrêts à Chardonnay et Digoin. Le deuxième, un quart d'heure plus tard, vers la Région Rhône-Alpes avec des stops prévus à Villeurbanne, Aix-les-Bains, Lyon, Saint-Martin-d'Hères et Annecy. Les réfugiés, eux, n'ont appris leur destination précise qu'une fois montés dans les bus.

Pour celles et ceux prêts à partir, quatre files : les mineurs, les familles, les personnes vulnérables, toutes trois plus rapides, et les autres. Les autres sont évidemment les plus nombreux. Plutôt rectiligne pendant quelques heures, la file d'attente se transforme en attroupement en fin de matinée. Chargées de leurs sacs, les personnes marchent les unes derrière les autres jusqu'à une première tente, où des agents de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii) leur donnent le choix entre deux régions. Théoriquement, en tout cas. Une carte de France dessinée à la main est supposée les aider à se déterminer.

Sur [mediapart.fr](http://mediapart.fr), un objet graphique est disponible à cet endroit.

Ce lundi matin, vers 9 h 45, le choix est vite fait. Pas le temps d'expliquer la géographie de l'Hexagone, un bracelet leur est tendu arbitrairement. Blanc : Grand-Est. Doré : Rhône-Alpes-Auvergne. À l'issue de ce premier moment, personne ne semble avoir compris quelle serait sa « région ». Pour les villes, les réfugiés ont encore moins leur mot à dire. « *On ne sait pas où l'on va, mais on est groupés, c'est déjà ça* », affirme Khaled, qui a pris des cours de français à l'école de la « jungle ». Le fait de pouvoir rester entre connaissances est une priorité, que l'organisation semble avoir prise en compte.

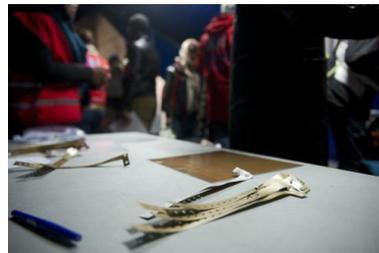
Une fois les bracelets attribués, les personnes s'arrêtent à la table d'un militaire de la sécurité civile qui leur demande leur nom. Vite expédié : les patronymes sont reportés sur un ordinateur en fonction de leur prononciation. Sans traîner, les exilés sont ensuite invités à se rendre dans des tentes jaunes, pompeusement appelées « *salles d'embarquement* » par l'un des représentants de l'État lors de sa « *visite* ». Là, les « *passagers* » attendent que la tente se remplisse et, une fois qu'elle est pleine, le bus part.

### « Je vais rester là, je ne vais pas bouger »

Celui-là, de la compagnie Mariot Gamelin, se rend à Belfort. Les migrants enfournent leurs sacs dans le coffre sans mot dire. Ceux-là non plus n'ont pas compris où ils allaient. Le chauffeur explique qu'ils ont sept heures de trajet, et qu'ils auront droit à deux sandwiches, une petite bouteille d'eau et un pain au

lait. Des arrêts pour prendre l'air sont programmés. « *Mais il y aura des policiers pour éviter les difficultés* », avance-t-il. À côté, un autre bus, des Voyages Moleaux, est prêt à démarrer. Sur sa paroi latérale, une inscription en lettres blanches « *Au bout de vos rêves* ». Une femme sort de la tente prévue pour les familles. Elle tient ses enfants par la main, comme s'ils risquaient de s'envoler. Et s'achemine vers un des bus, concentrée vers l'étape d'après.

L'étape d'après, c'est cette vie qui les attend dans les centres d'accueil et d'orientation (CAO), où les migrants ne sont supposés rester qu'un mois, le temps que leur demande d'asile soit engagée et qu'un logement dans un centre d'hébergement pour demandeur d'asile leur soit attribué. Ce dispositif transitoire existe depuis déjà une année. Près de 6 000 personnes ont été envoyées lors des douze derniers mois dans 167 de ces établissements. Pour le démantèlement en cours, 7 500 places supplémentaires ont été trouvées.



Calais, le 24 octobre 2016. Dans le hangar ou# sont orientés les migrants, des bracelets de couleur en fonction de la destination © Bertrand Gaudillère / Item

L'inquiétude principale dans la « jungle » concerne les réadmissions. La question revient en permanence : si une personne a laissé ses empreintes digitales dans un autre pays de l'Union européenne, la France risque-t-elle de l'y renvoyer, selon la réglementation de Dublin ? Les autorités françaises répondent « *non* », mais si bas que les réfugiés n'entendent pas. Dans l'après-midi, dans le quartier des Afghans, Matiullah explique qu'il ne montera pas dans les bus. Parce que sa présence a été enregistrée en Bulgarie. Des maraudes, composées d'agents de l'Office française de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), ont sillonné le bidonville, mais l'information n'est pas arrivée jusqu'à ses oreilles. « *Je vais rester là, je ne vais pas bouger* », dit-il.

Ne s'inquiète-t-il pas de la destruction du campement, qui doit commencer dès mardi 25 octobre ? Il en a vu d'autres : il est en train de se réchauffer à côté d'un feu avec ses amis. Derrière lui, son cabanon a été réduit en cendres il y a quelques jours par « *je ne sais pas qui* ». Sa nouvelle habitation est située à proximité du talus qui borde la bande de terre inoccupée, d'une centaine de mètres de large, qui sépare le bidonville de la rocade menant au port. La veille au soir, comme souvent autour de cette zone, des échauffourées y ont éclaté. Cailloux contre tirs de gaz lacrymogènes, une nuit presque habituelle dans la « jungle », avec des journalistes en plus pour immortaliser les échanges.

Non loin de là, au début de l'allée centrale, un autre groupe d'Afghans prépare le thé. Les ressortissants de ce pays en guerre depuis trois générations sont réputés plus déterminés à refuser de monter dans les bus. Ajmal, originaire de la région de Baghlân, a vécu six ans au Royaume-Uni, entre 2008 et 2014. Il parle couramment anglais, et n'a aucune intention de se retrouver au fin fond de la campagne française. « *J'ai ma vie là-bas, mes amis, mon travail* » – « *Car wash* », précise-t-il avec l'accent britannique. Sa demande d'asile a été refusée outre-Manche, il a été « *deported* », mais il est là, de nouveau prêt à tenter le passage. Il pense cette fois-ci que le mariage le sauvera. Un de ses compagnons affirme qu'il a déjà été expulsé trois fois, mais qu'il n'est pas découragé non plus. « *Ils finiront bien par voir ma motivation* », ajoute-t-il. « *S'ils me forcent à partir, dit-il à propos des forces de l'ordre, j'irai à Dunkerque, ou en Belgique. Ou même en Espagne, il paraît qu'on peut traverser de là-bas.* »

## 200 seraient partis ces derniers jours en Grande-Bretagne



Calais, le 24 octobre 2016. Dans le hangar où# sont orientés les migrants. © Bertrand Gaudillère / Item

L'ambiance est sinistre dans le campement. Le ciel, blanc et bas, donne aux lieux un air de fin du monde. Les boutiques ont fermé. Plus de restaurants, d'épiceries, de hammams ou de billards. Chacun range ses affaires, ou vaque à ses occupations. Dans la boue, certains partent les bras chargés de sacs. D'autres reviennent. Ils n'en peuvent plus d'attendre devant le hangar en vue d'un hypothétique voyage vers une destination inconnue. En début d'après-midi, on leur a fait comprendre qu'il fallait qu'ils reviennent le lendemain. Des bénévoles saluent celles et ceux qu'ils ont croisés et aidés pendant des mois.

Au Refugee Youth Service, des enfants sont encore assis en train de fabriquer des bracelets. « *Tant qu'ils sont là, qu'ils viennent et que c'est utile, nous resterons* », affirme Grégoire Bonhomme de MSF, tout en sachant qu'à un moment l'ONG devra arbitrer entre le risque de rester dans un endroit interdit et potentiellement dangereux et la possibilité d'aider quelques jours de plus. Le site décoré de peintures murales a été en partie incendié deux nuits auparavant. « *Les habitants ne savent pas ce qu'il va leur arriver, ils manifestent leur ras-le-bol* », explique-t-il, se préoccupant moins de l'état des locaux que du devenir des enfants du campement : sur les 1 300 recensés par France terre d'asile, 200 seraient partis au cours des derniers jours en Grande-Bretagne en vertu du dispositif de regroupement permettant aux moins de 18 ans de demander l'asile dans le pays de l'UE où ils ont de la famille ou des proches. Lors du démantèlement de la zone sud, en février 2016, quelque 130 mineurs avaient disparu dans la nature, comme l'a rappelé le Défenseur des droits. « *Trop peu d'informations leur ont été délivrées*, regrette Grégoire Bonhomme. *Beaucoup ne savaient même pas qu'ils devaient emmener leurs affaires.* » À l'inverse, devant le hangar, certains pensaient que des bus allaient les conduire en Grande-Bretagne, alors qu'en réalité la plupart d'entre eux (400 aujourd'hui) sont renvoyés dans les containers que gère l'État à proximité. En attendant quoi ? Soit que la Grande-Bretagne accepte de les recevoir – des négociations sont en cours –, soit que la France les prenne en charge dans des CAO pour mineurs encore à inventer.

Dans le hangar, les procédures à la va-vite les concernent également. En cas de doute sur leur âge, un « collègue » simplement constitué de deux personnes (un représentant du Home Office britannique, un autre de France terre d'asile) statue à la suite d'un entretien accéléré qui peut conduire à leur envoi en CAO.

À côté du centre des jeunes, on entend des bruits de verre cassé et de planches éventrées. « *La tension est perceptible*, reprend le responsable de MSF. *Il y a des vols à l'arraché, les gens ont besoin d'argent pour partir.* » Il s'inquiète pour l'après. Que se passera-t-il quand les candidats au départ seront partis ? Quand ceux qui n'ont rien à perdre, ni à gagner en France, refuseront de quitter les lieux ? Optimiste, la préfète Fabienne Buccio se félicite, dès 10 heures du matin, d'une « *belle opération humanitaire* ». Elle ne retient pas cette hypothèse. La veille, à *La Voix du Nord*, elle avait affirmé que les personnes qui ne monteraient pas dans les bus seraient envoyées dans les centres de rétention administrative. « *Mais ils ne seront pas obligés de monter dans les bus* », précisait-on dans l'entourage du ministre de l'intérieur. « *On est sur des départs volontaires, pas de l'enfermement. Les migrants sont libres : s'ils veulent partir, ils partent* », insistait-on.

« *Le départ de tous les migrants en moins d'une semaine ? Oui, c'est crédible* », affirme la préfète. Craint-elle les affrontements en fin de semaine ? « *Mais non, nous avons l'expérience de ce genre de situation, nous avons su les gérer par le passé.* » « *Les migrants, je les connais*, dit-elle. *Ils veulent partir. Ils sont fatigués d'essayer de passer.* » « *Pour l'instant, nous n'avons pas observé de nouveaux squats* », assure-t-elle. Aux associations qui critiquent la destruction totale du camp, y compris des installations étatiques en dur, elle répond que rien n'a encore été décidé et que des solutions pour l'après sont « *en cours de réflexion* » pour ouvrir quelque chose qui pourrait ressembler à un centre de transit. Elle sait qu'au bout du compte l'opération dont elle a la charge sera considérée comme ratée si les migrants reviennent et se réinstallent aux alentours de Calais.

Tout est sous le contrôle de l'État, répètent les autorités aux journalistes. La question est de savoir jusqu'à quand. Côté Calais, le rêve anglais ne se laisse pas briser facilement. Côté accueil, il est impossible d'anticiper la manière dont les migrants seront reçus à leur arrivée. Mais il est certain que des manifestations d'hostilité pourraient les convaincre de rebrousser chemin.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.